

RHÔNE Santé

Prime Covid : écarté, le privé se rebiffe

Alors qu'elle atteindra 1 500 € pour le personnel des établissements publics dans le Rhône, elle ne concernera pas les soignants du privé mobilisés. L'Infirmierie protestante et le centre hospitalier Saint-Joseph Saint-Luc haussent le ton.

L'Infirmierie protestante (IP), le centre hospitalier Saint-Joseph Saint-Luc (CHSJSJL), l'hôpital de Fourvière, le Groupe hospitalier mutualiste Portes du sud, le Centre des Massues... Le premier point commun à toutes ces entités rhodaniennes ? Être des établissements privés de santé à but non lucratif. Le second ? Être donc écartés de la prime Covid-19.

Celle-ci, dont le versement a été précisé par un décret le 14 mai, sera attribuée aux professionnels des établissements publics de santé ayant exercé « entre le 1^{er} mars et le 30 avril 2020 ». Les HCL, par exemple, sont concernés. Le montant ? 1 500 € dans les 40 départements les plus touchés, dont le Rhône fait partie, et 500 pour les autres.

Les cliniques privées – Mermoz, la Sauvegarde, le Médipôle, par exemple –, n'en bénéficieront pas. La troisième catégorie, celle du privé non lucratif, non plus ; et c'est celle-ci qui se mobilise. L'Infirmierie protestante (IP) et le centre hospitalier Saint-Joseph Saint-Luc (CHSJSJL) ont notamment écrit un communiqué commun, se qualifiant de « grands oubliés de ce mouvement légitime de reconnaissance ».

« Nos soignants ne comprennent pas »

« Nous sommes une association qui assure une mission de service public, nos médecins sont salariés, nous ne sommes pas la propriété d'un fonds de pension et ne



Certains établissements, comme l'hôpital Saint-Joseph Saint-Luc, ne sont pas concernés par le versement de la prime, malgré leur mobilisation de tous les instants. Photo d'illustration Progrès/Joël PHILIPPON

faisons pas de profit », tient à préciser Jacques de Chilly, président du CHSJSJL. Cette institution sur les quais du Rhône (1 000 salariés) a largement contribué à la gestion de la crise sanitaire. « On a accepté, et c'est bien normal, de déprogrammer toutes nos opérations pour nous organiser. On a multiplié par deux nos capacités de réanimation, ouvert 75 lits covid-19, pour accueillir, en tout, 275 patients, dont 35 en réanimation. Alors qu'on est partie prenante du service public, sous l'égide de l'ARS, avec les HCL, alors qu'une prime va être accordée aux enseignants qui ont reçu les enfants de nos soignants, on ne pourrait pas bénéficier de la reconnaissance du gouvernement ? Nos soignants ne comprennent pas. »

D'autant plus que des patients se trouvent toujours en réanimation, que l'équipe mobile de l'hôpital continue de visiter les squats et centres d'hébergement, et que seulement deux salles d'opération, sur les dix fermées durant la crise,

« Dans les couloirs ministériels, certains oublient que l'on existe »
Jacques de Chilly, président du CHSJSJL

ont rouvert. À l'IP, où se trouvent encore trois malades du Covid-19, même incompréhension. Ici, 165 patients ont été traités, dont 35 en réanimation, où la capacité a été multipliée par trois. Un service de dépistage a accueilli plus de 1 000 personnes. « On a perdu 50 % de notre activité normale durant la crise, estime Hugues Labrosse, président du conseil d'administration (bénévole). Sur le plan financier, on n'est pas en capacité de proposer une prime de cette envergure à nos 370 salariés. J'ajoute que l'ARS nous a demandé de garder des lits réa et d'hospitalisation en réserve pour parer à une éventuelle seconde vague. On n'est toujours pas revenus à notre activité normale, bien qu'on ait des

malades attendant depuis deux mois. »

La Fehap (Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs), dont les deux sont membres, fait remonter le sujet dans les cabinets ministériels. Localement, les parlementaires ont été sensibilisés. Sans résultat, pour le moment. Jacques de Chilly, qui voit dans ces structures associatives de tailles moyennes, moins contraintes administrativement parlant, « un modèle pour demain », s'attriste de ce mauvais signal envoyé à l'heure où s'ouvre le « Ségur de la santé » : « Dans les couloirs ministériels, certains oublient que l'on existe. »

Diane MALOSSE

« On a l'impression d'être les oubliés »

C'est une infirmière en réanimation de la clinique de l'Infirmierie protestante de Lyon, située à Caluire-et-Cuire, qui s'exprime, anonymement. Et qui ressent un clair manque de reconnaissance – « l'impression d'être les oubliés » –, dans la mise à l'écart du privé pour l'attribution de la prime covid-19. Le travail, pourtant, a été commun : « Les hôpitaux publics nous ont ouvert leur porte pour que l'on voie ce qu'ils avaient mis en place et que l'on soit prêt. On a accueilli des patients transférés de l'hôpital parce qu'ils étaient débordés. On a eu les mêmes conditions de travail que nos collègues, avec la tête dans le guidon pendant deux mois, les moments difficiles. On ne remet pas en cause le fait que nos collègues des hôpitaux publics ont des conditions de travail, en dehors de la crise covid-19, qui ne sont pas évidentes. On aimerait juste être reconnu au même titre que le public. » Pendant la crise, deux mois qui ont été particulièrement compliqués : « On est retourné bosser quand il le fallait. Nos cadres se sont mobilisés pour que l'on ait du matériel. Et aujourd'hui, on a beaucoup de travail à récupérer avec des patients qui attendaient des chirurgies depuis très longtemps et qui viennent se faire opérer. On aimerait être entendus. »

Anne-Laure WYNAR

RHÔNE

Devant Edouard-Herriot, la première manifestation post-confinement pour la défense de l'hôpital public

Alors que la crise sanitaire a mis en lumière le manque de moyens que dénoncent depuis plusieurs mois les syndicats hospitaliers, plus de 150 personnes se sont réunies, ce mardi 26 mai après-midi, pour protester devant l'hôpital Edouard-Herriot, à Lyon.

À l'appel des syndicats CGT et Sud de l'hôpital, mais aussi du comité Inter-urgences, de plusieurs organisations de gauche (JCR) et de gilets jaunes, les manifestants ont réclamé l'embauche de personnels et la réouverture de lits. Une initiative qui intervient alors que le gouvernement a lancé, ce lundi 25 mai, son « Ségur de la santé », vaste table-ronde pour refonder l'hôpital public et revaloriser les salaires. « Mépris », répondent les manifestants qui dénoncent la « casse » du système, et en point de mire « la destruction de la sécurité sociale ».



Les manifestants ont réclamé l'embauche de personnels et la réouverture de lits. Photo Progrès/Maxime JEGAT